

[Traduction]

## LA PÊCHE

### LES RÉPERCUSSIONS DE LA REVENDICATION AMÉRICAINNE RELATIVE À LA PROPRIÉTÉ DU FOND DE L'OcéAN

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires extérieures. Comme il est absent, je l'adresserai au ministre des Pêcheries. Étant donné la mesure législative proposée aux États-Unis, en vertu de laquelle l'État de Massachusetts revendiquera la propriété du fond de l'océan jusqu'à 100 milles au large de la côte, y compris une partie des pêcheries lucratives de Georges Bank, quelles instances, s'il en est, le ministre a-t-il présentées aux autorités américaines pour leur signaler le tort que l'adoption de cette mesure causerait aux pêcheurs canadiens?

**L'hon. H. J. Robichaud (ministre des Pêcheries):** Monsieur l'Orateur, comme je n'ai pas eu connaissance jusqu'à maintenant de ce projet de loi, je me renseignerai pour savoir ce qui s'est passé exactement à ce sujet.

**M. T. S. Barnett (Comox-Alberni):** Une question complémentaire. Le ministre des Pêcheries nous dirait-il si une partie du territoire dont a parlé le député de Queens-Lunenburg dans sa question, se trouve en deçà des lignes de base qui ont fait l'objet de négociations de notre part?

**L'hon. M. Robichaud:** Pas que je sache.

## LES TRANSPORTS

### LE SURSIS AUX DEMANDES D'ABANDON DE LIGNES FERROVIAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. R. Ballard (Calgary-Sud):** J'aimerais poser une question au ministre des Transports. Le ministre voudrait-il songer à geler toutes les demandes visant l'abandon de lignes ferroviaires pendant que le comité des transports est saisi de la nouvelle loi sur les chemins de fer?

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Le gel existe déjà, monsieur l'Orateur, il n'y a pas lieu d'en imposer un autre.

## LA FEMME

### L'ÉTUDE DE LA CONDITION PAR UNE COMMISSION ROYALE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Michael Starr (Ontario):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. L'honorable représentante a-t-elle

[M. Grégoire.]

remporté beaucoup de succès dans sa tentative pour convaincre le gouvernement qu'il faudrait instituer une commission royale d'enquête sur le statut de la femme, comme l'a proposé la délégation qui préconise l'égalité des femmes au Canada?

**L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État):** Je n'ai pas encore remporté un succès complet, monsieur l'Orateur, mais je recommande à mon honorable ami de ne pas oublier le slogan utilisé par une revue féminine américaine qui exhorte le commun des mortels à ne jamais sous-estimer le pouvoir de la femme.

## RADIO-CANADA

### LE SCÉNARIO DE L'ÉMISSION «QUENTIN DURGENS, M.P.»

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Ayant confiance dans le pouvoir de la femme, je demanderais au secrétaire d'État de bien vouloir communiquer avec Radio-Canada et d'en obtenir le texte qu'on a utilisé lors de la première présentation de *Quentin Durgens, M.P.* J'ai demandé le scénario et on m'a répondu que le Parlement ne pouvait l'avoir, à cause du droit d'auteur, ce qui est une réponse peu satisfaisante et peu convenable. L'honorable représentante voudrait-elle nous le procurer? En même temps, voudrait-elle obtenir du même organisme le texte des remarques et des déclarations que le ministre des Finances a faites les 11 et 12 décembre à la télévision de Radio-Canada?

**L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, j'ignore pourquoi cette documentation ne pourrait être mise à la disposition du très honorable représentant. Assurément, je vérifierai la situation et obtiendrai la documentation.

## LES NATIONS UNIES

### L'AFRIQUE DU SUD—L'ABSTENTION DU CANADA SUR LA POLITIQUE D'APARTHEID

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Russell H. MacEwan (Pictou):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Je devrais peut-être l'adresser à son secrétaire parlementaire qui pourrait la considérer comme un préavis. J'aimerais savoir pourquoi le Canada s'est abstenu hier, aux Nations Unies, lors du vote condamnant la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. En outre, combien de pays se sont effectivement opposés à la résolution?

**M. John R. Matheson (secrétaire parlementaire du premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je vais tenir la question comme préavis.